

Art. 3. De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 14 november 1991

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

De Voorzitter, Gemeenschapsminister van Financiën,
Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme,

J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming,
Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 588

[C — 27033]

18 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant les modalités de délivrance de l'attestation visée à l'arrêté royal du 17 avril 1990 fixant les conditions d'octroi de la déduction pour investissement majorée pour des éléments affectés à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effets sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur celui-ci

L'Exécutif régional wallon,

Vu la Constitution, notamment l'article 107^{quater};

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1990, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6;

Vu la loi du 7 décembre 1988 portant réforme des impôts sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, notamment l'article 20, § 1er, b, 1^o;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1990 fixant les conditions d'octroi de la déduction pour investissement majorée pour des éléments affectés à la recherche et au développement;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1985 d'exécution du Code d'impôts sur les revenus, notamment l'article 12^{octies}, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1985;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3;

Vu l'urgence;

Considérant que le système de la déduction pour investissement majorée prévue pour des éléments qui tendent à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effet sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur celui-ci est modifié à partir de l'exercice d'imposition 1990;

Considérant que, conformément à l'arrêté royal du 17 avril 1990, ladite déduction ne s'applique que pour autant que le contribuable produise une attestation délivrée par l'Exécutif régional compétent;

Considérant que les contribuables doivent pouvoir être informés aussi rapidement que possible des conditions à observer pour que cette déduction puisse trouver à s'appliquer;

Considérant que cet arrêté doit, par conséquent, être pris sans retard;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. Attestation : l'attestation visée à l'arrêté royal du 17 avril 1990 fixant les conditions d'octroi de la déduction pour investissement majorée pour des éléments affectés à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effets sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur celui-ci.

2. Le directeur général : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

3. Le Ministre : le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

Art. 2. La demande en vue de la délivrance de l'attestation doit être adressée par pli recommandé à la poste au directeur général. Cette demande doit parvenir au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année d'imposition concernée.

Cette demande doit s'effectuer au moyen d'un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe I du présent arrêté.

Un formulaire peut être obtenu gratuitement sur simple demande auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Art. 3. Il est créé au sein du Ministère de la Région wallonne une cellule dénommée « cellule recherche et technologie respectueuse de l'environnement » et composée de trois fonctionnaires au maximum de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (Division Prévention des Pollutions et Gestion du Sous-sol — division de l'Eau — Division des Déchets), de trois fonctionnaires au maximum de la Direction générale de la Technologie et de la Recherche et de trois fonctionnaires au maximum de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi.

Les membres de cette cellule sont désignés respectivement par le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, par le directeur général de la Direction générale de la Technologie et de la Recherche et par le directeur général de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi.

Pour l'application du présent arrêté, la présidence de cette cellule est confiée au directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou à son délégué.

Cette cellule propose une décision au Ministre pour toutes les demandes d'attestation adressées à celui-ci dans les délais.

L'attestation est délivrée au nom de l'Exécutif régional wallon par un arrêté motivé pris par le Ministre ou son délégué, en s'inspirant de l'exemple figurant à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 4. L'arrêté est notifié au demandeur par pli recommandé à la poste dans un délai de 90 jours prenant cours le jour d'envoi de la demande.

Art. 5. A titre transitoire, le délai mentionné à l'article 2 est porté au 15 septembre 1991 pour l'année d'imposition 1990.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*,
Namur, le 18 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe

Modèle d'attestation de l'Exécutif régional wallon délivrée conformément à l'arrêté royal du 17 avril 1990 pour des éléments affectés à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effets sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur celui-ci

L'Exécutif régional wallon,

Vu la Constitution, notamment l'article 107^{quater};

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6;

Vu la loi du 7 décembre 1988 portant réforme des impôts sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, notamment l'article 20, § 1er, b, 1^o;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1990 fixant les conditions d'octroi de la déduction pour investissement majorée pour des éléments affectés à la recherche et au développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effets sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur celui-ci;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 fixant la procédure et les conditions d'octroi de l'attestation visée à l'arrêté royal du 17 avril 1990 fixant les conditions d'octroi de la déduction pour investissement majorée pour des éléments affectés à promouvoir la recherche et le développement;

Vu la délégation expresse accordée par cet arrêté au Ministre chargé de l'Environnement pour la délivrance de l'attestation susmentionnée;

Vu la demande d'attestation introduite dans les formes et les délais requis par cet arrêté et faisant état des renseignements suivants;

1. Identité du contribuable

1.1. Nom ou raison sociale :

1.2. Adresse (rue, n^o, n^o postal, commune) :

2. Investissements

2.1. Lieu :

2.2. Exercice d'imposition :

2.3. Objet des recherches et développements auxquels se rapportent les immobilisations et description sommaire des produits nouveaux ou des technologies avancées concernées par la demande de déduction :

Vu l'avis favorable/défavorable en date du de la Cellule recherche et technologie respectueuse de l'environnement;

Considérant que le règlement s'engage à respecter les exigences légales et réglementaires en matière d'environnement en Région wallonne;

Considérant que dans le cadre de projets de recherches et de développement tels qu'entrepris par le requérant, il n'est pas toujours possible de déterminer avec certitude avant l'aboutissement des recherches, l'incidence des produits nouveaux et des technologies avancées sur l'environnement;

Considérant que le requérant s'engage à évaluer de manière continue les incidences possibles sur l'environnement des produits nouveaux et technologies avancées développés par son entreprise; qu'il s'engage à ne pas mettre ou faire mettre sur le marché les produits nouveaux et technologies avancées qui, dans l'état actuel des connaissances scientifiques et techniques et de la législation, auraient un effet négatif inacceptable sur l'environnement;

Considérant que les produits nouveaux et les technologies avancées susmentionnés n'ont, par conséquent, pas d'effet ou visent à minimiser les effets négatifs sur l'environnement,

Arrête :

Article unique. L'Exécutif régional wallon atteste que, les produits nouveaux et les technologies avancées résultant de la recherche et du développement auxquels les investissements sont affectés par (nom de contribuable) pour (objet des investissements) n'ont, dans le cadre de l'application de l'arrêté royal du 17 avril 1990, pas d'effet sur l'environnement ou visent à minimiser les effets négatifs sur celui-ci.

Namur, le

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

Formulaire de demande en vue de la délivrance d'une attestation en matière de déduction pour investissement majorée pour des éléments qui tendent à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effets sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur celui-ci (arrêté royal du 17 avril 1990, *Moniteur belge* du 27 avril 1990).

Note importante : Remplir un formulaire par produit ou groupe de produits nouveaux et/ou par technologie avancée ou groupe de technologies avancées. Dans le cas où une demande aurait déjà été introduite pour l'exercice antérieur, ne remplir que les rubriques pour lesquelles des modifications sont intervenues.

I. Renseignements généraux.

1. Identité du contribuable.

1.1. Nom ou raison sociale :

1.2. Adresse (rue, n°, n° postal, commune) :

1.3. Numéro du répertoire de l'Administration des contributions directes :

1.4. Bureau de taxation :

1.5. Code NACE :

2. Lieu d'investissement en Région wallonne.

2.1. Adresse (rue, n°, n° postal, commune) :

2.2. Personne à consulter pour tout renseignement en rapport avec cette demande (nom, fonction, téléphone) :

2.3. Type(s) d'activité(s) concerné(s) :

3. Coûts supportés en en vue de la recherche et le développement des produits et technologies avancées visés par la demande (ventiler lorsque cela paraît utile à la compréhension) :

Amortissements :

Immobilisations corporelles :

Immobilisations incorporelles :

4. Autorisations (en relation avec l'environnement) en cours et couvrant les activités de l'entreprise :

4.1. Permis d'exploitation :

4.2. Autorisation de rejet d'eau usée :

4.3. Autorisation de captage d'eau :

4.4. Collecteur et destructeur agréé des déchets :

4.5. Autres autorisations éventuelles :

II. Informations concernant les investissements réalisés et affectés à la recherche et au développement n'ayant pas d'effets négatifs sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur l'environnement.

5. Description des investissements réalisés en vue de la recherche et le développement visés au point II (utiliser une annexe comprenant éventuellement un résumé non technique chaque fois que nécessaire) :

5.1. Objet des recherches et développements auxquels se rapportent les immobilisations concernées par la déduction :

5.2. Description des produits nouveaux ou des technologies avancées justifiant l'objet de la demande :

5.3. Justifications du fait que les recherches et développements concernés n'ont, dans l'état actuel de la législation et des connaissances scientifiques et techniques, pas d'effet sur l'environnement ou visent à minimiser les effets négatifs sur l'environnement :

Note importante : Les effets positifs seront assimilés à la minimisation des effets négatifs. (Préciser le cas échéant les mesures de dépollution mises en oeuvre ou la contribution des produits et technologies visés à une minimisation des effets négatifs sur l'environnement qui existeraient en leur absence; en cas d'effet nul, faire éventuellement référence à des produits et technologies existants.)

5.4. Renseignements complémentaires :

5.4.1. Les produits nouveaux ou technologies avancées sont-ils :

- a) sans effluent;
- b) avec effluents.

Dans ce dernier cas, décrire brièvement la nature, la quantité annuelle et le mode d'élimination des effluents (solides, liquides et gazeux) produits par l'activité envisagée (joindre éventuellement toute pièce utile telle la déclaration de détention de déchets dangereux imposés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 ou les autorisations de rejet d'eau usée).

5.4.2. Dans le cas de produits nouveaux, s'agit-il

- a) de biens d'investissement;
- b) de biens de consommation.

Dans cette éventualité, préciser les possibilités de recyclage, de réutilisation ou d'élimination envisagées.

5.4.3. Dans le cas de produits de consommation ou de technologies avec effluents, donner le pourcentage approximatif des investissements visés dans la demande affectés à la réalisation d'études et de tests destinés à évaluer les incidences de ces produits et technologies sur l'environnement et à en minimiser les effets négatifs.

Décrire brièvement en quoi consistent ces études (tests de toxicité et d'écotoxicité des substances chimiques produites, étude des moyens de diminuer la quantité ou la toxicité des effluents, amélioration des procédés de recyclage ou d'élimination des produits, ...)

III. Engagement et déclaration.

De manière à permettre l'instruction de la demande par l'Administration de la Région wallonne, le soussigné s'engage à :

— faire parvenir, le cas échéant, endéans le mois et par écrit, tout renseignement complémentaire qui pourrait lui être demandé;

— accorder le libre accès à ses installations et produire/fournir tout renseignement utile aux ingénieurs de la Région wallonne chargés de la surveillance des établissements classés comme dangereux, incommodes ou insalubres ou désignés par l'Exécutif de la Région wallonne pour instruire cette demande.

Le soussigné déclare que l'entreprise concernée par la demande s'engage à satisfaire aux lois et règlements en vigueur en matière de protection de l'environnement.

Le soussigné s'engage à évaluer de manière continue les incidences possibles sur l'environnement des produits nouveaux ou technologies avancées développés par son entreprise ayant bénéficié de la déduction majorée pour investissement. Il fera parvenir régulièrement à la direction générale de l'Environnement et des Ressources naturelles les informations utiles dans ce domaine et s'engage à ne pas mettre ou faire mettre sur le marché les produits nouveaux ou technologies avancées qui, dans l'état actuel des connaissances scientifiques et techniques et de la législation, auraient un effet négatif inacceptable sur l'environnement.

Le soussigné atteste sur l'honneur que cette déclaration est sincère et complète.

A , le 19

(Signature du contribuable ou d'une personne légalement habilitée à engager l'entreprise.)

Pour tout renseignement complémentaire sur la manière de remplir ce formulaire, veuillez vous adresser à la Division Prévention des Pollutions et Gestion du Sous-sol, avenue Albert Ier 187, à 5000 Namur, tél. : 081/24 66 11, fax : 081/23 14 68.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 568

[C — 27033]

18. JULI 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Regelung der Modalitäten für die Ausstellung der Bescheinigung im Sinne des Königlichen Erlasses vom 17. April 1990 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung des erhöhten Investitionsabzugs für Elemente, die zur Förderung der Erfindung und der Entwicklung neuer Produkte und fortgeschrittener Technologien bestimmt sind, die keinerlei Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten

Aufgrund der Verfassung, insbesondere des Artikels 107quater;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Gesetzes vom 7. Dezember 1988 zur Reform der Einkommensteuer und zur Änderung der Steuern, die der Stempelsteuer gleichgestellt sind, insbesondere des Artikels 20, § 1, Lit. b, Nr. 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. April 1990 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung des erhöhten Investitionsabzugs für Elemente, die zur Forschungsarbeit und zur Entwicklung bestimmt sind;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. März 1965 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Einkommensteuer, insbesondere des Artikels 12octies, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. August 1985;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das System des erhöhten Investitionsabzugs, der für Elemente vorgesehen ist, die zur Förderung der Erfindung und der Entwicklung neuer Produkte und fortgeschrittener Technologien dienen, die keinerlei Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten, ab dem Steuerjahr 1990 abgeändert wird;

In der Erwägung, daß dieser Abzug gemäß dem Königlichen Erlaß vom 17. April 1990 nur Anwendung findet, sofern der Steuerzahler eine von der zuständigen Regionalexekutive ausgestellte Bescheinigung vorlegt;

In der Erwägung, daß die Steuerzahler so schnell wie möglich über die zu erfüllenden Bedingungen informiert werden müssen, damit dieser Abzug angewandt werden kann;

In der Erwägung, daß dieser Erlaß folglich unverzüglich beschlossen werden muß;

Auf Vorschlag des Ministers, beauftragt mit der Landwirtschaft, der Umwelt und dem Wohnungswesen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. Bescheinigung : die Bescheinigung im Sinne des Königlichen Erlasses vom 17. April 1990 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung des erhöhten Investitionsabzugs für Elemente, die zur Förderung der Erfindung und der Entwicklung neuer Produkte und fortgeschrittener Technologien bestimmt sind, die keinerlei Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten,

2. Generaldirektor : den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

3. Minister : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Art. 2. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung muß per Einschreiben an den Generaldirektor gerichtet werden. Dieser Antrag muß spätestens am 31. März des Jahres nach dem betreffenden Steuerjahr eingehen.

Dieser Antrag muß anhand eines Formulars gestellt werden, das dem Muster von Anlage I zu vorliegendem Erlaß entspricht.

Das Formular ist auf formlosen Antrag kostenlos bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt erhältlich.

Art. 3. Innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region wird eine Zelle geschaffen, die « Zelle für Forschung und umweltschonende Technologie » genannt wird und die sich aus höchstens drei Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt (Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds — Abteilung Wasser — Abteilung Abfälle), höchstens drei Beamten der Generaldirektion der Technologie und der Forschung und höchstens drei Beamten der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung zusammensetzt.

Die Mitglieder dieser Zelle werden jeweils vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, vom Generaldirektor der Generaldirektion der Technologie und der Forschung und vom Generaldirektor der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung benannt.

Für die Anwendung vorliegenden Erlasses wird der Vorsitz dieser Zelle dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt bzw. seinem Beauftragten übertragen.

Diese Zelle schlägt dem Minister für alle fristgemäß an ihn gerichteten Anträge auf Ausstellung der Bescheinigung einen Beschluß vor.

Die Bescheinigung wird im Namen der Wallonischen Regionalexekutive anhand eines vom Minister bzw. von dessen Beauftragten beschlossenen mit Gründen versehenen Erlasses ausgestellt, wobei das in Anlage II zu vorliegendem Erlaß angeführte Beispiel befolgt wird.

Art. 4. Der Erlaß wird dem Antragsteller per Einschreiben innerhalb einer Frist von 90 Tagen zugestellt, die ab dem Tag der Aufgabe des Antrags läuft.

Art. 5. Die in Artikel 2 erwähnte Frist wird für das Steuerjahr 1990 vorübergehend auf den 15. September 1991 festgesetzt.

Art. 6. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
 Namur, den 18. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

Munster einer Bescheinigung der Wallonischen Regionalexekutive Bescheinigung, die gemäß dem Königlichen Erlaß vom 17. April 1990 für Elemente ausgestellt wird, die zur Förderung der Erfindung und der Entwicklung neuer Produkte und fortgeschrittener Techno-logien bestimmt sind, die keinerlei Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten

Aufgrund der Verfassung, insbesondere des Artikels 107^{quater};
 Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6;
 Aufgrund des Gesetzes vom 7. Dezember 1988 zur Reform der Einkommensteuer und zur Änderung der Steuern, die der Stempelsteuer gleichgestellt sind, insbesondere des Artikels 20 § 1 Lit. b Nr. 1;
 Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. April 1990 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung des erhöhten Investitionsabzugs für Elemente, die zur Erfindung und zur Entwicklung neuer Produkte und fortgeschrittener Technologien bestimmt sind, die keinerlei Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten;
 Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 1991 zur Festlegung des Verfahrens und der Bedingungen für die Erteilung der Bescheinigung, die im Königlichen Erlaß vom 17. April 1990 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung des erhöhten Investitionsabzugs für Elemente, die zur Förderung der Erfindung und der Entwicklung bestimmt sind, erwähnt ist;
 Aufgrund der ausdrücklichen Vollmacht, die dieser Erlaß dem mit der Umwelt beauftragten Minister für die Ausstellung der oben- erwähnten Bescheinigung erteilt;
 Aufgrund des Antrags auf Ausstellung der Bescheinigung, der in der in diesem Erlaß verlangten Form und innerhalb der darin festgelegten Frist gestellt worden ist und folgende Auskünfte anführt :

1. Identität des Steuerzahlers
 - 1.1. Name oder Firma :
 - 1.2. Adresse (Straße, Nr., Postleitzahl, Gemeinde) :
2. Investitionen
 - 2.1. Ort :
 - 2.2. Steuerjahr :
 - 2.3. Gegenstand der Forschungsarbeiten und Entwicklungen, auf die sich die Anlagen beziehen, und kurze Beschreibung der neuen Produkte bzw. der fortgeschrittenen Technologien, für die der Antrag auf Abzug gestellt wird :

Aufgrund des günstigen/ungünstigen Gutachtens der Zelle für Forschung und umweltschonende Technologie vom

In der Erwägung, daß der Antragsteller sich verpflichtet, den gesetzlichen und reglementarischen Anforderungen in Sachen Umwelt in der Wallonischen Region zu genügen;

In der Erwägung, daß es im Rahmen von Forschungs- und Entwicklungsprojekten, so wie der Antragsteller sie durchführt, nicht immer möglich ist, die Auswirkung der neuen Produkte und der fortgeschrittenen Technologien auf die Umwelt vor Abschluß der Forschungsarbeiten mit Sicherheit zu ermitteln;

In der Erwägung, daß der Antragsteller sich verpflichtet, die möglichen Auswirkungen der durch seinen Betrieb entwickelten neuen Produkte und fortgeschrittenen Technologien auf die Umwelt fortlaufend zu prüfen; daß er sich verpflichtet, keine neuen Produkte und keine fortgeschrittenen Technologien zu vermarkten, bzw. vermarkten zu lassen, die beim gegenwärtigen Stand der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse und der Rechtsvorschriften eine unannehmbare negative Auswirkung auf die Umwelt haben könnten;

In der Erwägung, daß die obenerwähnten neuen Produkte und fortgeschrittenen Technologien folglich keinerlei Auswirkung auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Einziges Artikel. Die Wallonische Regionalexekutive bescheinigt, daß die neuen Produkte bzw. die fortgeschrittenen Technologien aus der Forschung und Entwicklung, für die (Name des Steuerzahlers) die Investitionen im Hinblick auf (Gegenstand der Investitionen) bestimmt hat, im Rahmen der Anwendung des Königlichen Erlasses vom 17. April 1990 keinerlei Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten.

Namur, den

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft,
 der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

Formular für einen Antrag auf Ausstellung einer Bescheinigung in Sachen erhöhte Investitionsabzüge für Elemente, die zur Förderung der Erfindung und der Entwicklung von neuen Produkten und von fortgeschrittenen Technologien dienen, die keinerlei Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten (K.E. vom 17. April 1990 — B.S. vom 27. April 1990)

Wichtige Bemerkung

Ein Formular je neues Produkt oder je Gruppe von neuen Produkten bzw. je fortgeschrittene Technologie oder je Gruppe von fortgeschrittenen Technologien ausfüllen. Wenn bereits ein Antrag für das Vorjahr gestellt worden ist, nur die Rubriken ausfüllen, für die es Änderungen gibt.

I. Allgemeine Auskünfte

1. Identität des Steuerzahlers

1.1. Name oder Firma :

1.2. Adresse (Straße, Nr., Postleitzahl, Gemeinde) :

1.3. Registernummer der Verwaltung der direkten Steuern :

1.4. Finanzamt :

1.5. NACE-Code :

2. Investitionsort in der Wallonischen Region

2.1. Adresse (Straße, Nr., Postleitzahl, Gemeinde) :

2.2. Person, an die sich für jegliche Auskunft im Zusammenhang mit diesem Antrag zu wenden ist (Name, Funktion, Telefonnummer) :

2.3. Betreffende Tätigkeitsart(en) :

3. Kosten, die für die Erfindung und die Entwicklung der im Antrag erwähnten Produkte und fortgeschrittenen Technologien getragen worden sind (aufgliedern, wenn dies für das Verständnis nützlich erscheint) :

Abschreibungen :

Sachanlagen :

Immaterielle Anlagen :

4. Laufende Genehmigungen (im Zusammenhang mit der Umwelt), die die Tätigkeiten der Betriebe decken :

4.1. Betriebsgenehmigung :

4.2. Genehmigung für die Ableitung von Abwasser :

4.3. Genehmigung für die Wassergewinnung :

4.4. Zugelassener Abfallsammler und -vernichter :

4.5. Andere eventuelle Genehmigungen :

II. Informationen über die Investitionen, die für die Forschung und die Entwicklung vorgenommen und bestimmt sind, die keinerlei negative Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten.

5. Beschreibung der Investitionen, die im Hinblick auf die in Punkt II erwähnte Forschung und Entwicklung vorgenommen worden sind (jedesmal, wenn nötig, eine Anlage mit eventuell einer nicht technischen Zusammenfassung hinzufügen) :

5.1. Gegenstand der Forschungsarbeiten und Entwicklungen, auf die sich die vom Abzug betroffenen Anlagen beziehen :

5.2. Beschreibung der neuen Produkte bzw. der fortgeschrittenen Technologien, die den Gegenstand des Antrags rechtfertigen :

5.3. Rechtfertigungen der Tatsache, daß die betreffenden Forschungsarbeiten und Entwicklungen beim gegenwärtigen Stand der Rechtsvorschriften und der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse keinerlei Auswirkungen auf die Umwelt haben bzw. die negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß reduzieren möchten :

Wichtige Bemerkung :

Die positiven Auswirkungen werden der Reduzierung der negativen Auswirkungen auf ein Mindestmaß gleichgestellt. (Gegebenenfalls angeben, welche Maßnahmen zur Beseitigung der Umweltverschmutzung getroffen worden sind oder in welchem Maße die erwähnten Produkte und Technologien dazu beitragen, die negativen Auswirkungen auf die Umwelt, die ohne sie bestehen würden, auf ein Mindestmaß zu reduzieren; wenn es keinerlei Auswirkungen gibt, eventuell auf bestehende Produkte und Technologien verweisen.)

5.4. Zusätzliche Auskünfte :

5.4.1. Die neuen Produkte bzw. fortgeschrittenen Technologien erzeugen :

- a) keine Abfälle;
- b) Abfälle.

In letzterem Fall : kurz die Art, die jährliche Menge und das Verfahren zur Beseitigung der durch die geplante Tätigkeit erzeugten (festen, flüssigen und gasförmigen) Abfälle beschreiben (eventuell jegliche nützliche Unterlage beifügen, wie z.B. die durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 vorgeschriebene Bescheinigung über den Besitz von gefährlichen Abfällen oder die Genehmigungen für die Ableitung von Abwasser).

5.4.2. Bei neuen Produkten : handelt es sich um :

- a) Investitionsgüter;
- b) Verbrauchsgüter.

In diesem Falle : die vorgesehenen Recycling-, Wiederverwertungs- oder Beseitigungsmöglichkeiten angeben.

5.4.3. Bei Verbrauchsgütern oder Technologien, die Abfälle erzeugen : den approximativen Prozentsatz der im Antrag erwähnten Investitionen für Untersuchungen und Tests angeben, die durchgeführt werden sollen, um die Auswirkungen dieser Produkte und Technologien auf die Umwelt zu prüfen und ihre negativen Auswirkungen auf die Umwelt auf ein Mindestmaß zu reduzieren.

Kurz beschreiben, woraus diese Untersuchungen bestehen (Test der Toxizität und Ökotoxizität der erzeugten chemischen Substanzen, Untersuchung der Mittel zur Verringerung der Menge bzw. der Toxizität der Abfälle, Verbesserung der Verfahren zum Recycling oder zur Beseitigung der Produkte, ...)

III. Verpflichtung und Erklärung

Damit die Verwaltung der Wallonischen Region den Antrag bearbeiten kann, verpflichtet sich der Unterzeichnete :

- gegebenenfalls jegliche zusätzliche Auskunft, die von ihm verlangt werden könnte, innerhalb eines Monats schriftlich zu übermitteln;
- den freien Zugang zu seinen Anlagen zu gewähren und den Ingenieuren der Wallonischen Region, die mit der Überwachung der als gefährlich, gesundheitsschädlich oder lästig eingestuften Betriebe beauftragt sind oder von der Exekutive der Wallonischen Region für die Bearbeitung dieses Antrags benannt worden sind, jegliche nützliche Auskunft zu erteilen.

Der Unterzeichnete erklärt hiermit, daß der Betrieb, für den der Antrag gestellt wird, sich verpflichtet, den in Sachen Umweltschutz geltenden Gesetzen und Verordnungen zu genügen.

Der Unterzeichnete verpflichtet sich, fortlaufend zu prüfen, welche Auswirkungen die durch seinen Betrieb entwickelten neuen Produkte bzw. fortgeschrittenen Technologien, für die der erhöhte Investitionsabzug ihm gewährt worden ist, auf die Umwelt haben können. Er wird der Generaldirektion der Umwelt und der Naturschätze regelmäßig die nötigen Informationen in diesem Bereich zukommen lassen und verpflichtet sich, keine neuen Produkte und fortgeschrittenen Technologien zu vermarkten bzw. vermarkten zu lassen, die beim gegenwärtigen Stand der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse und der Rechtsvorschriften eine unannehmbare negative Auswirkung auf die Umwelt haben könnten.

Der Unterzeichnete bescheinigt auf Ehre, daß diese Erklärung ehrlich und vollständig ist.

....., den

(Unterschrift des Steuerzahlers oder einer Person, die gesetzlich befugt ist, den Betrieb zu verpflichten)

Für jegliche zusätzliche Auskunft über die Art und Weise, wie dieses Formular auszufüllen ist, wenden Sie sich bitte an die Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds, avenue Albert 1er 107, in 5000 Namur, Tel. : 081/24 60 11, Fax : 081/23 14 68.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 508

[C — 27033]

18 JULI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot regeling van de afgiftemodaliteiten van het attest bedoeld in het koninklijk besluit van 17 april 1990 tot vastlegging van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde investeringsaftrek betreffende bestanddelen gebruikt ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën die geen effect op het leefmilieu hebben of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Grondwet, inzonderheid op artikel 107^{quater};

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, inzonderheid op artikel 20, § 1, b, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1990 tot vastlegging van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde investeringsaftrek betreffende bestanddelen gebruikt voor onderzoek en ontwikkeling;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1985 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 12octies, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1985;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het stelsel van de verhoogde investeringsaftrek voor bestanddelen gebruikt ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën die geen effect op het leefmilieu hebben of de negatieve effecten op het leefmilieu beogen te minimaliseren, gewijzigd is met ingang van het aanslagjaar 1990;

Overwegende dat overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 april 1990 die investeringsaftrek slechts toegepast wordt op voorwaarde dat de belastingplichtige een door de bevoegde Gewestexecutieve afgegeven attest overlegt;

Overwegende dat de belastingplichtigen zo vlug mogelijk ingelicht moeten worden over de na te komen voorwaarden met het oog op de toepassing van deze verhoogde investeringsaftrek;

Overwegende dat dit besluit bijgevolg onverwijld dient te worden genomen;

Op voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. Attest : het attest bedoeld in het koninklijk besluit van 17 april 1990 tot vastlegging van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde investeringsaftrek betreffende bestanddelen gebruikt ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën die geen effect op het leefmilieu hebben of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren;

2. De directeur-generaal : de directeur-generaal van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu);

3. De Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort.

Art. 2. De aanvraag met het oog op de afgifte van het attest moet bij een ter post aangetekende brief aan de directeur-generaal gericht worden. Die aanvraag moet toekomen uiterlijk op 31 maart van het jaar dat op het betrokken aanslagjaar volgt.

Die aanvraag wordt ingediend door middel van een formulier overeenstemmend met het model dat in bijlage I van dit besluit voorkomt.

Het formulier is gratis verkrijgbaar bij de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu).

Art. 3. Er wordt binnen het Ministerie van het Waalse Gewest een cel opgericht die « Cellule recherche et technologie respectueuse de l'environnement » genoemd is en samengesteld is uit hoogstens drie ambtenaren van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Division Prévention des Pollutions et Gestion du Sous-sol — Division de l'Eau — Division des Déchets) (Afdeling Voorkoming van de Verontreiniging en Beheer van de Ondergrond — Afdeling Water — Afdeling Afvalstoffen), uit hoogstens drie ambtenaren van de afdeling « Direction générale de la Technologie et de la Recherche » (Algemene Directie Technologie en Onderzoek) en uit hoogstens drie ambtenaren van de « Direction générale de l'Economie et de l'Emploi » (Algemene Directie Economie en Tewerkstelling).

De leden van deze cel worden respectievelijk aangeduid door de directeur-generaal van de « Division des Ressources naturelles et de l'Environnement », door de directeur-generaal van de afdeling « Direction générale de la Technologie et de la Recherche » en door de directeur-generaal van de afdeling « Direction générale de l'Economie et de l'Emploi ».

Voor de toepassing van dit besluit wordt het voorzitterschap van deze cel toevertrouwd aan de directeur-generaal van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » of aan zijn afgevaardigde.

Deze cel stelt de Minister een beslissing voor voor elke attestaanvraag die hem op tijd wordt toegezonden.

Het attest wordt namens de Waalse Gewestexecutieve bij een door de Minister of door diens afgevaardigde genomen besluit afgegeven naar het in bijlage II van dit besluit voorkomend voorbeeld.

Art. 4. Het besluit wordt aan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief bekendgemaakt binnen 90 dagen met ingang van de dag waarop de aanvraag wordt opgestuurd.

Art. 5. De in artikel 2 vermelde termijn wordt voorlopig tot 15 september 1991 verlengd voor het aanslagjaar 1990.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.
Namen, 18 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Landbouw,
Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Attestmodel van de Waalse Gewestexecutieve overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 april 1990 afgegeven voor bestanddelen gebruikt ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën die geen effect hebben op het leefmilieu of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Grondwet, inzonderheid op artikel 107^{quater};

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen en houdende wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, inzonderheid op artikel 20, § 1, b, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1990 tot vastlegging van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde investeringsaftrek betreffende bestanddelen bestemd voor het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën die geen effect hebben op het leefmilieu of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 tot bepaling van de toekenningsprocedure en -voorwaarden van het attest bedoeld in het koninklijk besluit van 17 april 1990 tot vastlegging van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde investeringsaftrek voor bestanddelen bestemd om het onderzoek en de ontwikkeling te bevorderen;

Gelet op de uitdrukkelijke volmacht die bij dit besluit aan de Minister van Leefmilieu verleend wordt voor de afgifte van voornoemd attest;

Gelet op de attestaanvraag ingediend volgens de vereiste vorm en binnen de bij dit besluit vereiste termijnen en die gewag maakt van volgende inlichtingen :

1. Identiteit van de belastingplichtige
 - 1.1. Naam of handelsnaam :
 - 1.2. Adres (straat, nr., postnr., gemeente) :
2. Investeringsen
 - 2.1. Plaats :
 - 2.2. Belastingjaar :
 - 2.3. Voorwerp van de onderzoeken en ontwikkelingen waarop de investeringen betrekking hebben en korte beschrijving van de bij de aftrekaanvraag betrokken nieuwe produkten of toekomstgerichte technologieën :

Gelet op het gunstig/ongunstig advies van de « Cellule recherche et technologie respectueuse de l'environnement » van

Overwegende dat het reglement zich ertoe verplicht de wettelijke en reglementaire eisen betreffende het leefmilieu in het Waalse Gewest in acht te nemen;

Overwegende dat het, in het kader van de door de eiser ondernomen onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten, niet altijd mogelijk is de effecten van nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën op het leefmilieu met zekerheid voor het einde van het onderzoek te bepalen;

Overwegende dat de eiser zich ertoe verplicht de effecten die de door zijn bedrijf ontwikkelde nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën eventueel op het leefmilieu kunnen hebben, doorlopend in te schatten; dat hij zich ertoe verplicht geen nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën op de markt te brengen of te laten brengen die, in de huidige stand van de wetenschappelijke kennis en technieken en volgens de wetgeving, een onaanvaardbaar negatief effect op het leefmilieu zouden hebben;

Overwegende dat voornoemde nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën derhalve geen effect op het leefmilieu hebben of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren,

Besluit :

Enig artikel. De Waalse Gewestexecutieve bevestigt dat de nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën voortkomend uit het onderzoek en de ontwikkeling waarvoor de investeringen bestemd zijn door (naam van de belastingplichtige) voor - (voorwerp van de investeringen) in het kader van het koninklijk besluit van 17 april 1990, geen effect hebben op het leefmilieu of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren.

Namen, op

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Landbouw,
Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Aanvraagformulier met het oog op de afgifte van een attest voor verhoogde investeringsaftrek betreffende bestanddelen ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën die geen effect hebben op het leefmilieu of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren (koninklijk besluit van 17 april 1990, *Belgisch Staatsblad* van 27 april 1990)

Belangrijke opmerking : Eén formulier invullen per produkt of groep nieuwe produkten en/of per toekomstgerichte technologie of groep toekomstgerichte technologieën. Indien reeds een aanvraag werd ingediend voor het vorige begrotingsjaar, enkel de rubrieken invullen waarvoor wijzigingen hebben plaatsgevonden.

I. Algemene inlichtingen

1. Identiteit van de belastingplichtige

- 1.1. Naam of handelsnaam :
- 1.2. Adres (straat, nr., postnr., gemeente) :
- 1.3. Registratienummer van de administratie van de directe belastingen :
- 1.4. Belastingkantoor :
- 1.5. NACE-code :

2. Investeringsplaats in het Waalse Gewest

- 2.1. Adres (straat, nr., postnr., gemeente) :
- 2.2. Te raadplegen persoon voor elke inlichting met betrekking tot die aanvraag (naam, functie, telefoonnr.) :
- 2.3. Type(s) betrokken activiteit(en) :

3. Kosten gedragen in met oog op het onderzoek en de ontwikkeling van de produkten en toekomstgerichte technologieën bedoeld in de aanvraag (uitsplitsen indien nodig voor het begrip) :

- Aflossingen :
- Vaste activa :
- Immateriële activa :
4. Lopende vergunningen (in verband met het leefmilieu) die de activiteiten van het bedrijf dekken :
- 4.1. Exploitatievergunning :
- 4.2. Vergunning voor de lozing van afvalwater :
- 4.3. Waterwinningsvergunning :
- 4.4. Erkende ophaal- en verwijderingsmaatschappij van afvalstoffen :
- 4.5. Andere eventuele vergunningen :

II. Inlichtingen betreffende de investeringen gedaan en bestemd voor het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën die geen negatieve effecten hebben op het leefmilieu of ze beogen te minimaliseren

5. Beschrijving van de investeringen met het oog op het onderzoek en de ontwikkeling bedoeld in punt II (telkens als het nodig is, een bijlage gebruiken die eventueel een niet-technische samenvatting bevat) :

5.1. Voorwerp van de onderzoeken en ontwikkelingen waarop de bij de aftrek betrokken activa betrekking hebben :

5.2. Beschrijving van de nieuwe produkten of toekomstgerichte technologieën die het voorwerp van de aanvraag wettigen :

5.3. Rechtvaardigingen van het feit dat de betrokken onderzoeken en ontwikkelingen, in de huidige stand van de wetgeving en van de wetenschappelijke en technische kennis, geen effect hebben op het leefmilieu of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren :

Belangrijke opmerking : De positieve effecten zullen worden gelijkgesteld met het minimaliseren van de negatieve effecten. (in voorkomend geval verduidelijken welke zuiveringsmaatregelen getroffen werden of in hoeverre de bedoelde produkten en technologieën bijdragen tot het minimaliseren van de negatieve effecten op het leefmilieu die bij gebrek daaraan zouden ontstaan; indien er geen effect is, eventueel verwijzen naar bestaande produkten en technologieën).

5.4. Bijkomende inlichtingen :

5.4.1. De nieuwe produkten of toekomstgerichte technologieën :

- a) lozen geen afvalwater;
- b) lozen afvalwater.

Geef in dit laatste geval een korte beschrijving van de aard, de jaarlijkse hoeveelheid en de verwijderingswijze van het door de beoogde activiteit voortgebracht afvalwater (vast, vloeibaar en gasachtig) (elk nuttig stuk eventueel bijvoegen, zoals de verklaring van inbezithouding van gevaarlijke afvalstoffen opgelegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 of zoals de vergunningen voor de lozing van afvalwater).

5.4.2. Gaat het in het geval van nieuwe produkten om :

- a) investeringsgoederen :
b) consumptiegoederen :

In dit geval de beoogde recyclings-, terugwinnings- of verwijderingsmogelijkheden verduidelijken.

5.4.3. In het geval van consumptieprodukten of van technologieën met afvalwater, het approximatief percentage vermelden van de in de aanvraag bedoelde investeringen gedaan met het oog op de uitvoering van onderzoeken en tests bestemd om de effecten van die produkten en technologieën op het leefmilieu te beoordelen en hun negatieve effecten te minimaliseren.

Korte beschrijving van de inhoud van die onderzoeken (giftigheids- en ecogiftigheidstests van de geproduceerde chemische stoffen, onderzoek van de middelen om de hoeveelheid of de giftigheid van het afvalwater te verminderen, verbetering van de recyclings- of verwijderingstechnieken van de produkten, ...)

III. Verbindenis en verklaring

Opdat de administratie van het Waalse Gewest de aanvraag kan onderzoeken, verplicht ondergetekende zich ertoe :

— in voorkomend geval elke bijkomende inlichting die hem eventueel gevraagd wordt, schriftelijk binnen de maand te doen toekomen;

— vrije toegang tot zijn installaties te verlenen en elke nuttige inlichting te verschaffen aan de ingenieurs van het Waalse Gewest belast met het toezicht op de als gevaarlijk, hinderlijk of ongezond ingedeelde inrichtingen of door de Executieve van het Waalse Gewest aangewezen om de aanvraag te onderzoeken.

Ondergetekende verklaart dat het bij de aanvraag betrokken bedrijf zich ertoe verplicht de wetten en reglementen van kracht inzake de bescherming van het Leefmilieu na te leven.

Ondergetekende verplicht zich tot een voortdurende beoordeling van de mogelijke effecten op het leefmilieu van de door zijn bedrijf ontwikkelde nieuwe produkten en toekomstgerichte technologieën die de verhoogde investeringsaftrek hebben genoten. Hij zal de nuttige inlichtingen regelmatig mededelen aan de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » en hij verplicht zich ertoe geen nieuwe produkten of toekomstgerichte technologieën op de markt te brengen of te laten brengen die in de huidige stand van de wetenschappelijke en technische kennis en van de wetgeving, onaantvaardbare negatieve effecten op het leefmilieu zouden hebben.

Ondergetekende bevestigt op zijn erewoord dat deze verklaring echt en volledig is.

Gemaakt te op 19.

(Handtekening van de belastingplichtige of van een persoon die wettelijk bevoegd is om het bedrijf te verbinden.)

Voor elke bijkomende inlichting over de wijze om dit formulier in te vullen, gelieve U zich te wenden tot de « Division Prévention des Pollutions et Gestion du Sous-sol », avenue Albert Ier, 187, te 5000 Namen, tel. 081/24.66.11, fax. 081/23.14.68.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 92 — 569

9 OKTOBER 1991. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende uitvoering van artikel 22, e), van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 107^{quater} van de Grondwet;

Gelet op de wet van 30 december 1970 betreffende de Economische Expansie, inzonderheid op artikel 22, littera e);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat er dringende uitvoeringsmaatregelen dienen getroffen te worden ten einde het Gewest toe te laten deel te nemen aan de verwezenlijking van Europese industriële programma's die het voorwerp uitmaken van specifieke internationale akkoorden;

Op voorstel van de Minister die de Economie in zijn bevoegdheden heeft,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld bij artikel 107^{quater} van de Grondwet.

MINISTÈRE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 92 — 569

9 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 22, e) de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 107^{quater} de la Constitution;

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment l'article 22, littera e);

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans retard les mesures d'exécution qui permettront à la Région de participer à la réalisation de programmes industriels européens faisant l'objet d'accords internationaux spécifiques;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Economie dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.